Quand l’histoire se répète : de la crise des otages à la guerre avec l’Iran



Par le comité éditorial d’ObservActu.ch

De la crise des otages de 1979-1981 à la confrontation engagée en 2026, une même question revient : jusqu’où un adversaire peut-il exploiter le calendrier politique américain ? La comparaison éclaire les mécanismes de l’usure et du coût électoral. Elle exige toutefois une précaution essentielle : les soupçons entourant la libération des otages sous Ronald Reagan n’ont jamais été établis comme un accord secret avec Téhéran.

Une crise qui a profondément fragilisé Jimmy Carter

Le 4 novembre 1979, quelques mois après la révolution iranienne, des étudiants iraniens prennent l'ambassade des États-Unis à Téhéran et retiennent son personnel. Le nouveau pouvoir de l'ayatollah Rouhollah Khomeini apporte son soutien à la prise d'otages. Cinquante-deux Américains resteront captifs pendant 444 jours. Cette violation du droit international devient rapidement une crise majeure pour Washington et un symbole de l'impuissance américaine.

Le président Jimmy Carter tente d'abord d'obtenir leur libération par des démarches diplomatiques et des intermédiaires. Son administration adopte aussi des mesures économiques et financières contre l'Iran. Mais les canaux de communication sont difficiles, les interlocuteurs iraniens nombreux et les divisions politiques à Téhéran compliquent les négociations. La crise s'installe au cœur de la campagne présidentielle américaine de 1980.

Le 24 avril 1980, Carter autorise l'opération Eagle Claw, une mission militaire visant à libérer les otages. Elle est interrompue dans le désert, à Desert One, après des défaillances matérielles et des difficultés opérationnelles. Lors du retrait, la collision d'un hélicoptère avec un avion de transport provoque une explosion et la mort de huit militaires américains. L'échec est un traumatisme national et une lourde défaite politique pour Carter. Il ne suffit pas, à lui seul, à expliquer sa défaite électorale, mais il renforce l'image d'une présidence incapable de sortir de la crise.

Le 4 novembre 1980, jour du premier anniversaire de la prise de l'ambassade, Carter perd l'élection présidentielle face à Ronald Reagan. Les otages sont libérés le 20 janvier

1981, quelques minutes après l’investiture de Reagan. Les accords d’Alger, conclus la veille, ont établi les modalités de cette libération et réglé plusieurs différends entre les deux pays.

Le soupçon de l’« October Surprise » et les limites de ce que l’on sait

La proximité entre l’élection et la libération des otages a nourri l’accusation connue sous le nom d’« October Surprise » : selon cette thèse, des représentants de la campagne Reagan auraient secrètement convaincu les autorités iraniennes de retarder la libération jusqu’après le scrutin, afin de priver Carter d’un succès diplomatique. Cette accusation a fait l’objet d’enquêtes et de controverses. Les investigations du Congrès américain n’ont toutefois pas établi qu’un tel accord avait existé.

Il faut donc distinguer trois éléments. Premièrement, la captivité des otages a bien pesé sur la présidence Carter et sur le climat électoral. Deuxièmement, Khomeini et les dirigeants iraniens ont instrumentalisé la crise dans leur politique intérieure comme dans leur confrontation avec Washington. Troisièmement, l’affirmation selon laquelle Khomeini aurait délibérément organisé la remise des otages à Reagan pour faire perdre Carter demeure une interprétation politique, non un fait historique démontré.

Cette réserve ne rend pas la comparaison inutile. Elle la rend plus solide : le précédent montre comment une crise extérieure, prolongée et très visible, peut devenir un test de compétence présidentielle et s’inscrire dans un calendrier

électoral, même sans preuve d’un complot coordonné avec le candidat adverse.

En 2026, une guerre devenue enjeu intérieur

La confrontation actuelle suit une autre chronologie et met en jeu des moyens d’une tout autre ampleur. Les frappes américaines et israéliennes contre l’Iran ont commencé le 28 février 2026. Les hostilités, les ripostes iraniennes et les tensions autour du détroit d’Ormuz ont perturbé les flux énergétiques. Après un cessez-le-feu et un mémorandum d’entente qui n’ont pas tenu, les combats ont repris par épisodes. Washington a intensifié les sanctions et imposé un blocus maritime visant les ports iraniens ; Téhéran a, de son côté, menacé ou attaqué des navires et cherché à peser sur la circulation dans le détroit.

Les conséquences ne sont pas restées confinées au champ de bataille. La hausse des cours du pétrole s’est répercutée sur les prix de l’essence et du diesel aux États-Unis, tandis que l’inflation et le coût de la vie pesaient déjà sur les ménages. Les États-Unis ont puisé dans leurs réserves stratégiques de pétrole. À l’approche des élections de mi-mandat du 3 novembre, l’administration Trump a dû faire face à une question politique simple et concrète : combien de temps les électeurs accepteraient-ils de supporter le coût de la guerre sans voir apparaître une issue claire ?

Les élections ont donné aux démocrates le contrôle des deux chambres du Congrès, selon les résultats rapportés par l’Associated Press. Les sondages de sortie et les enquêtes auprès des électeurs indiquent que les prix élevés, l’inflation et la guerre avec l’Iran ont nourri le

mécontentement. Il serait excessif de réduire le résultat à un seul facteur : l'économie, la corruption, les choix de politique intérieure et le rejet du président ont aussi compté. Mais la guerre et ses répercussions énergétiques ont manifestement contribué à alourdir le bilan politique de la Maison-Blanche.

La stratégie de l'endurance : faire durer, faire payer

À l'approche du scrutin, plusieurs responsables iraniens ont laissé entendre que maintenir la confrontation dans une zone intermédiaire — entre guerre ouverte et accord — pouvait exercer une pression sur Washington. Des informations de presse ont également rapporté que Téhéran prolongeait les discussions et cherchait à tenir compte du calendrier électoral américain. Il s'agit d'une stratégie attribuée aux dirigeants iraniens par des sources journalistiques, et non d'une preuve que toutes les décisions de Téhéran auraient été prises dans le seul but de faire perdre Trump.

L'idée stratégique est néanmoins lisible. L'Iran ne devait pas nécessairement vaincre militairement les États-Unis pour obtenir un avantage politique. Il lui suffisait, dans cette logique, de survivre aux frappes, de conserver une capacité de riposte et de faire peser sur Washington le prix économique, diplomatique et humain d'un conflit sans règlement. La perturbation des exportations d'énergie, la hausse des carburants, les dépenses militaires et la durée des hostilités ont transformé la guerre en sujet de politique intérieure américaine.

C’est ici que le parallèle avec 1979-1981 prend tout son sens. Dans les deux cas, un adversaire de Washington a pu exploiter l’asymétrie entre une puissance militaire majeure, soumise à une opinion publique et à des échéances électorales, et un régime prêt à endurer des coûts considérables pour tenir. La patience stratégique peut ainsi devenir une arme : attendre que les divisions intérieures de l’adversaire s’accentuent, que son opinion se lasse et que ses dirigeants soient contraints de choisir entre l’escalade et la négociation.

Une victoire politique n’efface pas le coût humain

Parler de « victoire » iranienne serait pourtant prématuré et trop simple. Le régime iranien a subi des frappes, des pertes, des dommages matériels et une forte pression économique. Le blocus et les sanctions ont aussi appauvri la population, tandis que les pénuries, l’inflation et les difficultés d’accès aux biens essentiels pèsent sur les civils. La résistance d’un État ne signifie pas que sa société ne paie pas le prix de la confrontation.

Les victimes civiles rappellent également que le bilan ne se mesure pas seulement en sièges au Congrès ou en prix à la pompe. Le Fonds des Nations unies pour l’enfance a rapporté la mort de 168 enfants lors de la frappe du premier jour de la guerre contre une école en Iran. En septembre, la mission internationale d’établissement des faits de l’ONU sur l’Iran a indiqué avoir des motifs raisonnables de croire que certaines frappes américaines avaient constitué des crimes de guerre. Ces conclusions portent sur des faits et des frappes déterminés ; elles ne doivent pas être

généralisées à l’ensemble des opérations sans examen au cas par cas.

La guerre a donc produit une double facture : une facture humaine, payée par les civils iraniens et par les personnes touchées dans la région, et une facture politique, économique et stratégique pour Washington. Cette dernière s’est exprimée dans les urnes, mais aussi dans la difficulté à convertir la supériorité militaire en règlement durable.

Trump face à un choix rétréci

La perte des deux chambres ne signifie pas que le président américain ne dispose plus de pouvoirs exécutifs ni que le Congrès peut mettre fin à la guerre à lui seul. Elle change cependant le rapport de forces. Les commissions d’enquête, le contrôle budgétaire, les auditions publiques et les blocages législatifs peuvent désormais accroître la pression sur l’administration. Les élus démocrates pourront demander des comptes sur les objectifs de la guerre, son coût, ses résultats et les dommages causés aux civils.

Donald Trump se retrouve ainsi face à un dilemme. Une nouvelle escalade risque de prolonger la hausse des prix et d’aggraver l’opposition intérieure. Une négociation exige des concessions et pourrait être présentée par ses adversaires comme le signe que les objectifs annoncés n’ont pas été atteints. Le maintien du blocus et des sanctions peut continuer à exercer une pression sur l’Iran, mais aussi faire durer l’impasse et les secousses énergétiques. Aucune de ces options ne garantit une sortie rapide.

Les récentes déclarations de Washington sur une possible reprise des frappes et les incidents autour du blocus montrent que le risque d'escalade demeure. Les élections ont modifié le coût politique de la guerre ; elles n'ont pas réglé le conflit. Il serait donc prématuré de parler d'une défaite stratégique définitive des États-Unis, comme il serait hâtif d'affirmer que l'Iran a remporté une victoire durable.

L'histoire se répète-t-elle vraiment ?

L'histoire ne se répète jamais à l'identique. En 1979, la crise prit la forme d'une prise d'otages et d'une confrontation révolutionnaire, dans un contexte de guerre froide et de bouleversement du pouvoir en Iran. En 2026, il s'agit d'une guerre régionale, d'un blocus, de frappes et d'une bataille autour des voies d'approvisionnement énergétique. Les acteurs, les moyens et les enjeux sont différents.

Mais une leçon demeure : une puissance peut disposer d'une supériorité militaire écrasante et perdre la maîtrise politique d'une crise. La force ne garantit ni la coopération de l'adversaire, ni la protection des civils, ni la stabilité des prix, ni l'adhésion de l'opinion publique. Lorsqu'une guerre n'a pas d'objectif atteignable clairement défini, chaque mois supplémentaire augmente le risque que l'adversaire transforme la durée en levier.

En 1980, Jimmy Carter a payé le prix politique d'une crise qu'il n'a pas réussi à résoudre avant l'élection, tandis que l'échec d'Eagle Claw a renforcé l'impression d'impuissance. En 2026, Donald Trump paie à son tour un

coût électoral dans un contexte où le conflit avec l'Iran, la cherté de l'énergie et le mécontentement social se sont conjugués. Le rapprochement entre les deux épisodes ne prouve pas que les dirigeants iraniens ont écrit le scénario américain. Il montre plutôt qu'un adversaire peut exploiter les contraintes démocratiques de Washington — et que les présidents américains ne peuvent ignorer indéfiniment le prix intérieur d'une guerre sans issue.

La question centrale n'est donc pas de savoir si l'Iran a rejoué exactement le coup de Khomeini. Elle est de savoir si Washington a tiré les leçons de l'histoire : une stratégie qui confond pression et solution peut finir par renforcer l'adversaire, isoler son propre gouvernement et laisser les civils porter l'essentiel du coût. Tant qu'aucune voie diplomatique crédible ne mettra fin aux hostilités, la patience de l'un et l'impatience de l'autre continueront de déterminer l'issue — au prix d'une incertitude qui dépasse largement les frontières de l'Iran et des États-Unis.

Repères et sources

- Archives nationales américaines — Iran Hostage Crisis: 444 Days
- U.S. Air Force Special Operations Command — Remembering Operation Eagle Claw
- Encyclopaedia Iranica — Hostage Crisis, notamment sur la controverse de l'« October Surprise » et l'absence de preuve établie par les enquêtes du Congrès

● Congressional Research Service — U.S. Conflict with Iran

● Associated Press — résultats des élections de mi-mandat 2026

● Associated Press — coût de la vie, inflation et vote de 2026

● Associated Press — options de Trump après les élections et guerre contre l’Iran

● UNICEF — bilan de la guerre pour les enfants, 30 mars 2026

● Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l’homme — conclusions de la mission d’établissement des faits, septembre 2026